

REPONSE DE L'ASSOCIATION A.N.O.D.E

**A LA CONSULTATION PUBLIQUE DU 14 FÉVRIER 2019 N° 2019-003 RELATIVE AU CADRE DE RÉGULATION
TARIFAIRE APPLICABLE AUX OPÉRATEURS D'INFRASTRUCTURES RÉGULÉES EN FRANCE**

Remarques liminaires :

L'association A.N.O.D.E souhaite tout d'abord rappeler à la CRE que les tarifs de réseaux doivent être établis à un niveau minimum permettant d'une part de garantir le niveau de qualité et d'investissements requis – tout en demandant aux opérateurs de maîtriser leurs dépenses – et d'autre part de limiter la rémunération du capital investi à un juste niveau.

Ces objectifs doivent passer par une incitation à ne pas surinvestir tout en visant la couverture des coûts.

Or, la situation des GRD en électricité et en gaz ainsi que la méthode hybride utilisée par la CRE pour la rémunération du capital posent actuellement plusieurs problèmes : taux de marge sur actif trop élevé, rémunération d'un risque non justifiée. Par ailleurs, le manque d'indépendance financière et des moyens humains des gestionnaires de réseaux constitue un facteur aggravant à l'origine d'un risque clair de subventions croisées (via le versement de dividendes très généreux). Les filiales régulées permettent ainsi aux fournisseurs EDF et Engie de récupérer des ressources significatives alors même que le développement de la concurrence est encore perfectible en France. Il est donc urgent que le cadre tarifaire mette fin à ces pratiques. Toutefois, en matière d'investissements, l'association A.N.O.D.E considère que le cadre tarifaire a permis le développement des réseaux et des interconnexions pour répondre aux enjeux du secteur de l'énergie, tout en améliorant la qualité de service.

L'association A.N.O.D.E salue également les efforts de la CRE pour améliorer la visibilité et la transparence sur les tarifs pour l'ensemble des acteurs du marché, notamment grâce au processus de consultation.

L'association A.N.O.D.E constate également une hausse globale de l'ensemble des tarifs, qui représentent un coût important et incompressible dans la facture des consommateurs. Pour les prochaines périodes tarifaires, l'A.N.O.D.E attire donc la vigilance de la CRE sur la maîtrise et l'optimisation des coûts des opérateurs et en particulier des charges de capital.

Enfin, concernant l'innovation et l'utilisation des données des consommateurs, l'Anode demande que les rôles et responsabilités des opérateurs soient clairement définis et limités à leurs missions dans le cadre de leur monopole d'activité.

Question 1 : Partagez-vous le bilan globalement positif du cadre tarifaire mis en œuvre par la CRE depuis 10 ans ?

Question 2 : Partagez-vous les grands enjeux identifiés par la CRE pour la prochaine génération de tarifs ?

L'association A.N.O.D.E partage globalement le bilan positif du cadre tarifaire mis en œuvre par la CRE depuis 10 ans, et les grands enjeux identifiés par la CRE pour les prochaines évolutions tarifaires (maîtriser des coûts d'investissement, favoriser l'innovation, améliorer la qualité de service et d'alimentation).

La CRE devra cependant veiller à assurer une plus grande visibilité et maîtrise des coûts des opérateurs afin d'éviter la hausse de la facture des utilisateurs et les coûts échoués, notamment dans un contexte de demande stable, amenée à décroître dans le futur.

Enfin, suite à la décision du conseil d'Etat du 9 mars 2018, la CRE a décidé, à court terme, de neutraliser la hausse des charges d'Enedis par la baisse de l'impôt sur les sociétés en 2018¹. Il est essentiel que la CRE mette

¹ Délibération de la Commission de régulation de l'énergie du 28 juin 2018 portant décision sur les tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité dans les domaines de tension HTA et BT

en place les dispositions nécessaires pour éviter que cette décision ne conduise à une augmentation induite du TURPE. Pour rappel, la CRE avait clairement indiqué, lors de sa réponse au Ministre de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer, que « *Toute hausse supplémentaire de la rémunération du capital pèserait sur la facture du consommateur, sans autre effet que d'augmenter les bénéfices d'Enedis et indirectement ceux de son actionnaire EDF* ».

Question 3 : Considérez-vous comme la CRE qu'une durée de la période tarifaire de 4 ans est adaptée pour l'ensemble des tarifs ?

Question 4 : Etes-vous favorable à la publication par les opérateurs de prévisions indicatives du tarif au-delà de la période tarifaire en cours et sur 4 années glissantes ?

L'association A.N.O.D.E est favorable à l'harmonisation à 4 ans de la durée des périodes tarifaires pour l'ensemble des tarifs.

L'association A.N.O.D.E est également favorable à la publication de prévisions indicatives du tarif au-delà de la période tarifaire en cours et sur 4 années glissantes qui contribuera à améliorer la visibilité. La CRE devra toutefois veiller à la qualité de ces prévisions pour ne pas envoyer de mauvais signaux aux acteurs de marché.

Question 5 : Etes-vous favorable aux principes de fonctionnement du CRCP envisagés par la CRE ?

Question 6 : Etes-vous favorable au principe envisagé par la CRE d'évolution du calcul du CRCP pour coordonner les tarifs de transport et de distribution d'électricité ?

L'association A.N.O.D.E souscrit au maintien des principes de fonctionnement du CRCP en vigueur qui permettent actuellement d'assurer une certaine stabilité des mouvements tarifaires tout en permettant aux gestionnaires de réseaux de couvrir leurs risques.

L'association A.N.O.D.E est par conséquent défavorable à une modification du seuil d'apurement à la hausse ou à la baisse du CRCP qui risquerait d'introduire des mouvements brusques d'une année à une autre.

L'association A.N.O.D.E est favorable à l'évolution du calcul du CRCP pour permettre une évolution synchronisée des tarifs de transports et de distribution d'électricité.

Question 7 : Etes-vous favorables à la reconduction du mécanisme de régulation incitative des charges d'exploitation en vigueur pour les prochains tarifs ?

Question 8 : Etes-vous favorable à la reconduction du mécanisme incitant les opérateurs à maîtriser leurs charges de capital au même titre que leurs charges d'exploitation sur un périmètre d'investissement « hors réseaux » ?

Le cas échéant, pensez-vous que les systèmes d'information de pilotage du réseau ou de mise à disposition des données devraient être exclus du périmètre « hors réseaux » incité et faire l'objet d'une régulation « classique » avec inclusion automatique dans la BAR des investissements réalisés ?

L'association A.N.O.D.E souhaite la reconduction des mécanismes de régulation incitative des charges d'exploitation et des charges de capital et considère que les opérateurs doivent généralement être incités à maîtriser tous les coûts d'investissements quel qu'ils soient.

Les dépenses liées au SI constituent un enjeu primordial à l'aune de la digitalisation pour les opérateurs de réseau et représentent un poids important dans les revenus autorisés. Les opérateurs doivent donc être également incités à maîtriser les dépenses de SI. La CRE devra adapter le mécanisme d'incitation relatif à la qualité de service des opérateurs pour éviter que l'incitation sur les coûts SI ne conduise à une dégradation de qualité des SI de ces derniers.

Question 9 : Etes-vous favorable au maintien des principes généraux de fonctionnement du CRCP et de partage des risques entre les gestionnaires de réseaux et les utilisateurs ?

Question 10 : Etes-vous favorable à maintenir la compensation au CRCP des pertes et profits des gestionnaires de réseau dus aux variations de consommations / souscriptions ?

Question 11 : Etes-vous favorable à maintenir les charges de capital liées aux réseaux au CRCP pour ne pas envoyer d'incitation à réduire le volume d'investissement à court terme ?

Question 12 : Etes-vous favorable au maintien des charges d'énergie/ de pertes partiellement au CRCP afin d'inciter les gestionnaires de réseau à les réduire ?

Question 13 : Que pensez-vous du périmètre des charges prises en compte au CRCP ?

Question 14 : Etes-vous favorable au maintien des principes qui régissent le cadre de régulation en vigueur concernant les dépenses d'investissement des différents opérateurs d'infrastructures régulées ?

L'association A.N.O.D.E est favorable au maintien des principes actuels de fonctionnement du CRCP. Il appartient à la CRE de veiller à l'optimisation des dépenses engagées par les opérateurs de réseaux tant sur les charges d'exploitation, les investissements que les projets de R&D&I.

Par ailleurs, le cadre tarifaire est un équilibre entre le risque porté par les opérateurs et la prise en compte de ce risque dans la définition du CMPC. Toute évolution à la baisse significative du risque porté par un opérateur doit donc être reflétée dans le niveau du CMPC.

Question 15 : Partagez-vous la position préliminaire de la CRE selon laquelle une rémunération explicite des actifs amortis toujours exploités n'est pas souhaitable ?

Question 16 : Partagez-vous la position préliminaire de la CRE selon laquelle une rémunération explicite des subventions d'investissement n'est pas souhaitable ?

L'association A.N.O.D.E s'oppose à la rémunération des actifs amortis toujours exploités, qui reviendrait à faire payer aux utilisateurs un surcoût pour un actif déjà rémunéré pendant de nombreuses années.

De la même manière, l'association A.N.O.D.E considère que la demande des opérateurs relative aux subventions est particulièrement choquante.

Question 17 : Etes-vous favorable aux évolutions des modalités de calcul de la rémunération des actifs des opérateurs, envisagées par la CRE, et principalement la différenciation des taux de rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs ?

L'association A.N.O.D.E y est favorable dans la mesure où cette évolution permettrait d'éviter des décisions d'investissement ou de refus d'investissement liées à la conjoncture à court terme sur les marchés financiers.

Par ailleurs, la CRE doit remettre à plat les conditions de rémunération d'Enedis pour éviter que la décision du Conseil d'état ne conduise à une sur-rémunération induite de l'opérateur.

Question 18 : Jugez-vous satisfaisants le principe et les paramètres (taux de partage, plafond de l'incitation) du mécanisme de régulation incitative des coûts unitaires d'investissement introduit par les délibérations tarifaires ATRD 5 et TURPE 5 HTA BT?

Question 19 : Avez-vous des observations à formuler sur le cadre incitatif en vigueur et les évolutions envisagées par la CRE pour les grands projets de transport ?

Question 20 : Avez-vous des remarques sur l'application de la régulation incitative à la maîtrise des coûts des grands projets à des projets de taille plus réduite, sélectionnés de façon aléatoire ou discrétionnaire ?

Question 21 : Quelles évolutions du cadre incitatif en vigueur pour les projets d'interconnexion vous sembleraient pertinentes ?

L'association A.N.O.D.E. considère que le cadre incitatif doit en priorité être orienté vers les grands projets de transports, et éventuellement vers des projets de plus petites tailles si ce contrôle permet d'engager des solutions bénéfiques pour la collectivité.

Toutefois, le mécanisme d'incitation sur les grands projets de transport devrait être revu pour prendre en compte les évolutions du cadre européen, qui prévoit déjà certaines obligations (projets d'intérêt communautaire, objectifs contraignants d'interconnexion, etc.). Les bonifications du CMPC pour ces projets sont donc inutiles.

En revanche, il est nécessaire de maintenir des mécanismes incitatifs pour la maîtrise des coûts/délais des projets et sur l'utilisation des interconnexions. L'incitation sur ces deux points est importante car ils constituent des paramètres importants de l'analyse coûts/bénéfices permettant de décider ou non de lancer l'investissement.

Question 22 : Etes-vous favorable à la définition des coûts échoués proposée par la CRE ?

Question 23 : Etes-vous favorable aux principes que la CRE propose de retenir pour le traitement des coûts échoués et qui sont ceux déjà en place dans l'ATRT ?

L'association A.N.O.D.E est par principe favorable à l'harmonisation des pratiques de la CRE lorsque les contextes et les situations des différents opérateurs sont comparables, ce qui ne semble pas être le cas pour les coûts échoués car les risques portés par les opérateurs restent encore relativement différents. Dans ces conditions, un traitement au cas par cas semble plus approprié mais restera cependant toujours sujet à l'asymétrie d'informations entre le régulateur et le régulé.

Question 24 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle seuls les frais d'études sans suite devraient être couverts par le tarif ?

L'association A.N.O.D.E considère qu'une telle couverture n'a de sens que pour les infrastructures de transport car les opérateurs doivent mener des études importantes relatives à des investissements sans bénéficiaires directs (interconnexions, renforcement des cœurs des réseaux...). Pour les autres opérateurs, les investissements sont en général liés à des besoins d'utilisateurs spécifiques (nouveaux raccordements ou évolution des usages) qui supportent les coûts liés à ces études.

Question 25 : Pour les investissements à cycle long, êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la rémunération des immobilisations en cours (IEC)?

L'association A.N.O.D.E considère que l'absence d'une rémunération explicite des IEC permet d'inciter les gestionnaires de réseaux à respecter les délais. Toutefois, l'association A.N.O.D.E pourrait être uniquement favorable à l'introduction dans les tarifs de la possibilité d'une prise en compte au cas par cas de la rémunération des immobilisations en cours pour les investissements à cycle long.

Question 26 : Etes-vous favorable au maintien d'une trajectoire de R&D telle que fixée actuellement ? Etes-vous favorable à la révision de ces montants au bout de deux ans ?

Question 27 : Etes-vous favorable à la mise en place d'un tel mécanisme dans le secteur du gaz ? Avez-vous des suggestions d'évolutions qui permettraient d'améliorer le déploiement de technologies smart grids par les opérateurs ?

L'association A.N.O.D.E partage l'analyse de la CRE et souhaite le maintien des modalités de couverture des coûts de R&D&I actuelles. L'association A.N.O.D.E n'est donc pas favorable à la révision de la trajectoire en cours de période tarifaire.

Question 28 : Les évolutions envisagées par la CRE vous semblent-elles être pertinentes pour améliorer la transparence des opérateurs sur leurs projets de R&D et d'innovation ? Avez-vous d'autres suggestions pour améliorer cette transparence ?

Question 29 : Etes-vous favorable à la démarche envisagée par la CRE pour inciter les opérateurs à favoriser l'innovation de l'ensemble des acteurs ?

L'association A.N.O.D.E est favorable à l'organisation d'une consultation auprès de l'ensemble des acteurs des secteurs gazier et électrique afin de s'assurer que les projets de R&D&I retenus par les opérateurs

- répondent à un besoin du marché ou à des enjeux forts pour les secteurs concernés ;
- n'entraînent pas de discriminations entre les acteurs du marché (concernant notamment les partenariats choisis) ;
- ne conduisent pas à placer les opérateurs dans un rôle non compatible avec leurs missions de monopole.

Question 30 : Quelles sont, selon vous, les thématiques prioritaires sur lesquelles les opérateurs doivent être incités ?

Partagez-vous la priorité identifiée par la CRE sur les délais de raccordement ?

L'association A.N.O.D.E identifie les thématiques suivantes :

- Amélioration de la qualité des données fournies par les opérateurs ;
- Amélioration du délai de réponses aux réclamations ;
- Amélioration relative aux délais de raccordement.

Question 31 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre envisagée par la CRE d'un ou plusieurs indicateurs statistiques sur la distribution géographique de certains indicateurs de qualité d'alimentation et de service ? Avez-vous des propositions à faire ?

L'association A.N.O.D.E considère qu'il appartient à la CRE de s'assurer que la qualité de l'alimentation et du service rendu aux utilisateurs est suffisante et homogène sur l'ensemble du territoire. Les membres de notre association ont constaté à de nombreuses reprises, en particulier pour la distribution d'électricité, que le niveau de qualité est hétérogène selon les régions.

Enfin, comme cela a déjà été remonté à de très nombreuses reprises, le niveau de qualité de service constaté sur les territoires desservis par les EDL (gaz comme électricité) est souvent relativement faible, y compris pour les services de base tels que l'accès aux données de consommation des clients.

Question 32 : Etes-vous favorable à l'introduction envisagée par la CRE d'indicateurs environnementaux ? Considérez-vous qu'ils doivent faire l'objet d'une incitation ?

L'association A.N.O.D.E considère que les opérateurs d'infrastructures, comme de nombreuses entreprises françaises, sont déjà soumis à des obligations et déploient des stratégies RSE. Il semble donc inutile d'introduire cette dimension dans le dispositif de suivi de la qualité de service.

Question 33 : Avez-vous toute autre proposition ou remarque sur le cadre de régulation tarifaire ?

Non.